J. STALINE

LE MARXISME ET LA QUESTION NATIONALE ET COLONIALE

ÉDITIONS 'LIBERTÉ'
ALGER

U.N

PREFACE

PREMIERS ELEMENTS D'UNE ŒUVRE GRANDIOSE

Nul ne peut nier que la question nationale et coloniale prend aujourd'hui dans le monde entier une importance décisive.

Suivant la façon dont elle sera résolue, les peuples en général et les peuples coloniaux en particulier, s'orienteront vers un avenir de bien-être et de bonheur ou vers de nouveaux et sanglants conflits.

C'est pourquoi les « Editions Liberté » *présentent aujourd'hui ce recueil d'extraits du plus grand théoricien de la question Nationale et Coloniale,* J. STALINE.

Dans l'œuvre immense du généralissime des forces armées victorieuses de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, nous avons choisi quelques passages.

D'abord ceux qui définissent l'Idée de Nation, *et* la position de la question, *puis ceux qui fixent* le droit à la libre disposition des peuples coloniaux, CEUX QUI DÉTERMINENT LA DIFFÉRENCE *entre le* DROIT *à la Séparation et* L'OBLIGATION, *c'est à dire* l'opportunité de réalisation de cette séparation.

Nous avons également donné ceux qui marquent le caractère progressif du Mouvement National colonial, ET LA CONDITION DU MAINTIEN DE CE CARACTÈRE PROGRESSIF PAR L'ACTIVITÉ NATIONALE DES ÉLÉMENTS POPULAIRES — *ouvriers et paysans en premier lieu — dont la situation sociale misérable fait toujours la force essentielle du mouvement national libérateur : les masses laborieuses des colonies n'ont en effet rien d'autre à perdre que leurs chaînes. Elles ne risquent donc pas de trahir en route la cause nationale.*

Mais, J. STALINE, *comme* W.I. LÉNINE, *n'est pas seulement un théoricien de génie, il est un homme d'action et un organisateur hors de pair. Il est en effet Président du Conseil des Ministres du plus grand Etat multinational du Monde,* l'Union des Républiques

Socialistes Soviétiques. *Il en a été, avec* LÉNINE, *le fondateur, voici* 29 *ans. Il a fait passer dans la vie ses principes théoriques.*

C'est pourquoi nous avons donné un passage de son discours sur le développement des Républiques Soviétiques d'Orient, c'est-à-dire, des anciennes colonies impérialistes tsaristes, auxquelles la Révolution prolétarienne d'octobre 1917 *a donné la liberté, et que le* SYSTÈME SOCIALISTE a conduit à la libre association dans l'égalité des droits et des devoirs de tous les peuples *composant la Grande Union des Républiques Socialistes Soviétiques.*

Nous ne prétendons pas que ces extraits de l'œuvre grandiose de J. STALINE *sur les problèmes nationaux et coloniaux épuisent la question. Bien au contraire. Ils n'en sont que les premiers éléments.*

Notre but sera atteint, si nous avons réussi à jeter la clarté dans ces questions, à montrer aussi la perspective — et la seule — de développement, de bonheur et de liberté aux populations coloniales et l'aide qu'elles peuvent ainsi apporter à la marche en avant du peuple français.

LES EDITEURS.

I. — LA NATION [1]

Qu'est-ce que la nation ?

La nation, c'est avant tout une communauté, une communauté déterminée d'individus.

Cette communauté n'est pas de race, ni de tribu. L'actuelle nation italienne a été formée de Romains, de Germains, d'Etrusques, de Grecs, d'Arabes, etc. La nation française s'est constituée de Gaulois, de Romains, de Bretons, de Germains, etc. Il faut en dire autant des Anglais, des Allemands et des autres, constitués en nations avec des hommes appartenant à des races et à des tribus diverses.

Ainsi, la nation n'est pas une communauté de race ni de tribu, mais une communauté d'hommes historiquement constituée.

D'autre part, il est hors de doute que les grands Etats de Cyrus ou d'Alexandre ne pouvaient pas être appelés nations, bien que formés historiquement, formés de tribus et de races diverses. Ce n'étaient pas des nations, mais des conglomérats de groupes accidentels et peu liés entre eux, qui se désagrégeaient et s'unissaient, suivant les succès ou les défaites de tel ou tel conquérant.

Ainsi, une nation n'est pas un conglomérat accidentel ni éphémère, mais une communauté stable d'hommes.

Mais toute communauté stable ne crée pas la nation. L'Autriche et la Russie sont aussi des communautés stables, pourtant personne ne les dénomme nations. Qu'est-ce qui distingue la communauté nationale de la communauté d'Etat ? Entre autres, le fait que la communauté nationale ne saurait se concevoir sans une langue commune, tandis que pour l'Etat la langue commune n'est pas obligatoire. La nation tchèque en Autriche et la polonaise en Russie seraient impossibles sans une langue commune pour chacune d'elles ; cependant que l'existence de toute une série de langues à l'intérieur de la Russie et de l'Autriche n'empêche pas l'intégrité de ces Etats. Il s'agit évidemment de langues populaires parlées et non des langues officielles des bureaux.

Ainsi, **communauté de langue**, comme l'un des traits caractéristiques de la nation.

Cela ne veut évidemment pas dire que les diverses nations

(1) *Le Marxisme et la question nationale*, rédigé fin 1912-début 1913, à Vienne, parut pour la première fois en 1913, sous la signature J. Staline, dans les numéros 3-5 de la revue bolchévik *Prosvechtchénié* sous le titre : *La Question nationale et la Social-Démocratie.*

Le présent passage est publié d'après la dernière édition russe de 1941.

parlent toujours et partout des langues différentes, ou que tous ceux qui parlent la même langue constituent forcément une seule nation. Une langue, **commune** pour chaque nation, mais pas nécessairement des langues différentes pour les diverses nations ! Il n'est pas de nation qui parle à la fois plusieurs langues, mais cela ne signifie pas encore qu'il ne puisse y avoir deux nations parlant la même langue ! Les Anglais et les Nord-Américains parlent la même langue et, cependant, ne constituent pas une même nation. Il faut en dire autant des Norvégiens et des Danois, des Anglais et des Irlandais.

Mais pourquoi, par exemple, les Anglais et les Nord-Américains ne constituent-ils pas une seule nation, malgré la langue qui leur est commune ?

Tout d'abord parce qu'ils ne vivent pas côte à côte, mais sur des territoires différents. Une nation ne se constitue que comme le résultat de relations durables et régulières, comme le résultat de la vie commune des hommes, de génération en génération. Or, une longue vie en commun est impossible sans un territoire commun. Les Anglais et les Américains peuplaient autrefois un seul territoire : l'Angleterre, et formaient une seule nation. Puis, une partie des Anglais émigra d'Angleterre vers un nouveau territoire, en Amérique, et c'est là, sur ce nouveau territoire, qu'elle a formé, avec le temps une nouvelle nation : la nord-américaine. La diversité des territoires a amené la formation de nations diverses.

Ainsi, **communauté de territoire,** comme l'un des traits caractéristiques de la nation.

Mais ce n'est pas encore tout. La communauté du territoire en elle-même ne fait pas encore une nation. Pour cela, il faut qu'il y ait, en outre, une liaison économique interne, soudant les diverses parties de la nation en un tout unique. Une telle liaison n'existe pas entre l'Angleterre et l'Amérique du Nord, et c'est pourquoi elles forment deux nations différentes. Mais les Nord-Américains eux-mêmes ne mériteraient pas d'être appelés nation, si les différents points de l'Amérique du Nord n'étaient pas liés entre eux en un tout économique, grâce à la division du travail entre eux, au développement des voies de communication, etc.

Prenons, par exemple, les Géorgiens. Les Géorgiens d'avant la réforme (1) vivaient sur un territoire commun et parlaient une seule langue ; et pourtant, ils ne formaient pas, à parler strictement, une seule nation, car, divisés en une série de principautés détachées les unes des autres, ils ne pouvaient vivre une vie économique commune, se faisaient la guerre durant des siècles et se ruinaient mutuellement, en excitant les uns contre les autres les Persans et les Turcs. La réunion éphémère et accidentelle des principautés, que réussissait parfois à réaliser un tsar chanceux, n'englobait dans le meilleur des cas que la sphère administrative superficielle, pour se briser rapidement aux caprices des princes et à l'indifférence des paysans. D'ailleurs, il ne pouvait en être autrement, en présence du morcellement

(1) C'est-à-dire la réforme de 1863-1867, qui abolissait le servage en Géorgie.

économique de la Géorgie... Celle-ci, en tant que nation, n'apparut que dans la seconde moitié du 19e siècle, lorsque la fin du servage et le progrès de la vie économique du pays, le développement des voies de communication et la naissance du capitalisme, eurent établi la division du travail entre les régions de la Géorgie, et définitivement ébranlé l'isolement économique des principautés pour les réunir en un tout unique.

Il faut en dire autant des autres nations qui ont franchi le stade du féodalisme et développé chez elles le capitalisme.

Ainsi, **communauté de la vie économique, cohésion économique**, comme l'une des particularités caractéristiques de la nation.

Mais cela non plus n'est pas tout. Outre ce qui a été dit, il faut encore tenir compte des particularités de la psychologie des hommes réunis en nation. Les nations se distinguent les unes des autres non seulement par les conditions de leur vie, mais aussi par leur mentalité qui s'exprime dans les particularités de la culture nationale. Si l'Angleterre, l'Amérique du Nord et l'Irlande qui parlent une seule langue forment néanmoins trois nations différentes, un rôle assez important est joué en l'occurence par cette formation psychique originale qui s'est élaborée, chez elles, de génération en génération, par suite de conditions d'existence différentes. Les nations se distinguent les unes des autres non seulement par les conditions de leur vie, mais aussi par leur mentalité qui s'exprime dans les particularités des hommes réunis en nation.

Evidemment, la formation psychique en elle-même, ou, comme on l'appelle autrement, le « caractère national », apparaît pour l'observateur comme quelque chose d'insaisissable ; mais pour autant qu'elle s'exprime dans l'originalité de la culture commune à la nation, elle est saisissable et ne saurait être méconnue.

Inutile de dire que le « caractère national » n'est pas une chose établie une fois pour toutes, qu'il se modifie en même temps que les conditions de vie ; mais, pour autant qu'il existe à chaque moment donné, il laisse son empreinte sur la physionomie de la nation.

Ainsi, **communauté de la formation psychique** qui se traduit dans la communauté de la culture, comme l'un des traits caractéristiques de la nation.

De cette façon, nous avons épuisé tous les indices caractérisant la nation.

La nation est une communauté stable, historiquement constituée de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans la communauté de culture.

Et il va de soi que la nation, comme tout phénomène historique est soumise aux lois de l'évolution, a son histoire, un commencement et une fin.

Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnés, pris isolément, ne suffit à définir la nation. Bien plus : l'absence même d'un seul de ces indices suffit pour que la nation cesse d'être nation.

On peut se représenter des hommes ayant un « caractère

national » commun, sans que l'on puisse dire toutefois qu'ils forment une seule nation, s'ils sont économiquement dissociés, s'ils vivent sur des territoires différents, s'ils parlent des langues différentes, etc. Tels sont, par exemple, les Juifs russes, galiciens, américains, géorgiens, ceux des montagnes du Caucase qui, à notre avis, ne forment pas une nation unique.

On peut se représenter des hommes dont la vie économique et le territoire sont communs, et qui, cependant, ne forment pas une nation, s'ils n'ont pas la communauté de langue et de « caractère national ». Tels, par exemple, les Allemands et les Lettons dans la Province balte.

Enfin, les Norvégiens et les Danois parlent une seule langue, sans, pour cela, former une seule nation, vu l'absence des autres indices.

Seule, la réunion de tous les indices pris ensemble nous donne la nation.

Il peut sembler que le « caractère national » ne soit pas un des indices, mais **l'unique** indice essentiel de la nation, et que tous les autres indices constituent, à proprement parler les conditions du développement de la nation, et non ses indices.

Ce point de vue est partagé, par exemple, par les théoriciens social-démocrates de la question nationale, connus en Autriche, R. Springer et surtout O. Bauer.

Examinons leur théorie de la nation.

D'après Springer,

> la nation est une association de personnes pensant et parlant de la même manière... la communauté culturelle d'hommes contemporains, qui *ne sont plus liés au « sol »* (1) (souligné par nous).

Ainsi, « association » d'hommes pensant et parlant de la même manière, quelque dissociés qu'ils soient entre eux et où qu'ils vivent.

Bauer va encore plus loin :

> Qu'est-ce que la nation ? interroge-t-il. Est-ce la communauté de langue qui réunit les hommes en nation ? Mais les Anglais et les Irlandais... parlent une seule langue, sans toutefois former un seul peuple. Les Juifs n'ont pas du tout de langue commune et forment, néanmoins, une nation (2).

Mais alors qu'est-ce qu'une nation ?

> La nation est une communauté de caractère relative (3).

Mais qu'est-ce que le caractère, en l'espèce le caractère national ?

Le caractère national, c'est :

> la somme des indices distinguant les hommes d'une nationalité de ceux d'une autre, un complexe de qualités physiques et morales qui distingue une nation de l'autre (4).

---

(1) Voir le *Problème national* de R. Springer, p. 43, éd. *Obchtcheetvennata Polza*, 1909.

(2) Voir O. Bauer : *La Question nationale et la Social-Démocratie*, p. 1-2, éd. Serp, 1909.

(3) *Idem*, p. 6.

(4) *Idem*, p. 2.

Certes, Bauer sait que le caractère national ne tombe pas du ciel, aussi ajoute-t-il :

> Le caractère des hommes n'est déterminé par rien d'autre que leur sort... La nation n'est autre chose qu'une communauté du sort, déterminée à son tour par les conditions dans lesquelles les hommes produisent leurs moyens d'existence et répartissent les produits de leur travail (1).

Ainsi, nous en arrivons à la définition la plus « complète » de la nation, comme s'exprime Bauer :

> *La nation est tout l'ensemble des hommes réunis dans une communauté de caractère sur le terrain de la communauté du sort* (2).

Donc, communauté du caractère national sur le terrain de la communauté du sort, prise en dehors du lien obligatoire avec la communauté du territoire, de la langue et de la vie économique.

Mais, que reste-t-il, en ce cas, de la nation ? De quelle communauté nationale peut-il être question chez des hommes dissociés économiquement les uns des autres, vivant sur des territoires différents et parlant, de génération en génération, des langues différentes ?

Bauer parle des Juifs comme d'une nation, bien qu' « ils n'aient pas du tout de langue commune » (3); mais de quelle « communauté du sort » et de quelle cohésion nationale peut-il être question, par exemple, chez les Juifs géorgiens, daghestanais, russes ou américains, complètement détachés les uns des autres, vivant sur des territoires différents et parlant des langues différentes ?

Les Juifs en question vivent, sans nul doute, une vie économique et politique commune avec les Géorgiens, les Daghestanais, les Russes et les Américains, dans une atmosphère culturelle commune avec chacun de ces peuples ; cela ne peut manquer de laisser une empreinte sur leur caractère national ; et s'il leur est resté quelque choses de commun, c'est la religion, leur origine commune et certains vestiges de leur caractère national. Tout cela est indéniable. Mais comment peut-on affirmer sérieusement que les rites religieux ossifiés et les vestiges psychologiques qui s'évanouissent, influent sur le « sort » des Juifs mentionnés, avec plus de force que le milieu vivant social, économique et culturel qui les entoure ? Or, ce n'est qu'en partant de cette hypothèse que l'on peut parler des Juifs en général comme d'une nation unique.

Qu'est-ce qui distingue alors la nation de Bauer, de l' « esprit national » mystique et se suffisant à lui-même des spiritualistes ?

Bauer trace une limite infranchissable entre le « trait distinctif » d'une nation (caractère national) et les « conditions » de sa vie, en dissociant l'un des autres. Mais qu'est-ce que le

(1) *La Question nationale et la Social-Démocratie*, p. 24-25.
(2) *Idem*, p. 139.
(3) *Idem*, p. 2.

caractère national, sinon le reflet des conditions de vie, sinon un concentré des impressions reçues du milieu environnant ? Comment peut-on se borner uniquement au caractère national, en l'isolant et le dissociant du terrain qui l'a engendré ?

Et puis, qu'est-ce qui distinguait, à proprement parler, la nation anglaise de la nord-américaine, à la fin du 18e et au début du 19e siècles, alors que l'Amérique du Nord se dénommait encore la « Nouvelle Angleterre » ?

Ce n'est évidemment pas le caractère national : car les Nord-Américains étaient originaires de l'Angleterre ; ils avaient emporté avec eux, en Amérique, outre la langue anglaise, le caractère national anglais, dont ils ne pouvaient évidemment pas se départir si vite, quoique, sous l'influence des conditions nouvelles, un caractère particulier se formât vraisemblablement chez eux. Et, cependant, malgré la communauté plus ou moins grande du caractère, ils constituaient déjà, à cette époque, une nation distincte de l'Angleterre. Il est évident que la « Nouvelle Angleterre », en tant que nation, se distinguait alors de l'Angleterre, en tant que nation, non par son caractère national particulier, ou moins par le caractère national que par le milieu distinct de l'Angleterre, par les conditions de vie.

De cette façon, il est clair qu'il n'existe pas, en réalité, d'indice distinctif **unique** de la nation. Il existe seulement une somme d'indices parmi lesquels, lorsqu'on compare les nations, se détache avec plus de relief tantôt un indice (caractère national), tantôt un autre (langue), tantôt un troisième (territoire, conditions économiques). La nation est une combinaison de tous les indices pris ensemble.

Le point de vue de Bauer identifiant la nation avec le caractère national, détache la nation du sol et en fait une sorte de force invisible, se suffisant à elle-même. Dès lors, ce n'est plus une nation, vivante et agissante, mais quelque chose de mystique, d'insaisissable et d'outre-tombe. Car, je le répète, qu'est-ce, par exemple, que cette nation juive, constituée par des Juifs géorgiens, daghestanais, russes, américains et autres, dont les membres ne se comprennent pas les uns les autres (parlent des langues différentes), vivent dans différentes parties du globe, ne se verront jamais, n'agiront jamais en commun, ni en temps de paix, ni en temps de guerre ? Non, ce n'est pas pour de telles « nations » n'existant que sur le papier, que la social-démocratie établit son programme national (1). Elle ne peut tenir compte que des nations réelles, qui agissent, qui se meuvent, et qui, pour cette raison, obligent les autres à compter avec elles.

Bauer confond évidemment la **nation**, catégorie historique, avec la **tribu**, catégorie ethnographique.

(1) *Note de l'éditeur.* — A l'époque où Staline écrivit cet ouvrage (1912-1913), les bolchéviks constituaient la majorité du « Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie ». Par conséquent, la phrase « la Social-Démocratie établit son programme national » concerne la question des nationalités dans le Parti où les bolchéviks jouaient le rôle dominant.

C'est seulement pendant la guerre 1914-1918, après la faillite de la IIe Internationale, que l'étiquette « *social-démocrate* » fut réservée aux opportunistes qui avaient trahi la classe ouvrière, tandis que les bolchéviks rejetèrent la dénomination de « social-démocratie révolutionnaire » pour prendre l'appellation scientifique de *communistes*.

Au reste, Bauer lui-même sent apparemment la faiblesse de sa position. Proclamant résolument, au début de son livre, les Juifs comme une nation (1), Bauer se corrige à la fin de son livre, affirmant que la « société capitaliste en général ne leur permet pas (aux Juifs) de se conserver en tant que nation » (2), et les assimile aux autres nations. La raison en est, paraît-il, que « les Juifs n'ont pas de région délimitée de colonisation » (3), alors qu'une telle région existe, par exemple, chez les Tchèques, qui, d'après Bauer, doivent se conserver comme nation. Bref, la cause en est dans l'absence de territoire.

Raisonnant ainsi, Bauer voulait démontrer que l'autonomie nationale ne peut pas être la revendication des ouvriers juifs (4), mais il a, de ce fait, renversé, sans le faire exprès, sa propre théorie, qui nie la communauté du teritoire comme l'un des indices de la nation.

Mais Bauer va plus loin. Au début de son livre, il déclare résolument que « les Juifs n'ont pas du tout de langue commune et n'en forment pas moins une nation » (5). Mais à peine arrivé à la page 130, il change de front en déclarant avec non moins de résolution :

> *Il n'est pas douteux qu'aucune nation n'est possible sans une langue commune* (6) (souligné par nous).

Bauer voulait démontrer ici que

> la langue est l'instrument le plus important des relations entre les hommes (7).

mais, en même temps, il a démontré aussi, sans le faire exprès, ce qu'il ne se proposait pas de démontrer, à savoir : la carence de sa propre théorie de la nation, qui nie l'importance de la communauté de la langue.

C'est ainsi que se dément elle-même cette théorie cousue de fil idéaliste.

---

(1) Voir p. 2 de son livre : *La Question nationale et la Social-Démocratie.*
(2) *Idem*, p. 389.
(3) *Idem*. p. 388.
(4) *Idem*. p. 396.
(5) *Idem*, p. 2.
(6) *Idem*, p. 130.
(7) *Idem*.

II. — LE DROIT DES NATIONS A LA LIBERTE DE SEPARATION ET L'OBLIGATION DE LA SEPARATION

Rapport sur la question nationale

présenté à la VII[e] conférence du P.O.S.D.R. (1)
le 29 avril (12 mai) 1917

Il conviendrait de présenter un rapport étendu sur la question nationale, mais le temps faisant défaut, je me vois obligé d'abréger mon rapport.

Avant d'aborder le projet de résolution, il est nécessaire d'établir certaines prémisses. Qu'est-ce que l'oppression nationale ? L'oppression nationale est ce système d'exploitation et de pillage des peuples opprimés, ces mesures de restriction par la violence du droit des peuples opprimés à se constituer en Etats, mesures appliquées par les cercles impérialistes. Tout cela considéré dans son ensemble offre l'image de la politique qu'il est convenu d'appeler la politique d'oppression nationale.

Première question : quelles sont les classes sur lesquelles s'appuie tel ou tel pouvoir pour appliquer sa politique d'oppression nationale ? Pour résoudre cette question, il est nécessaire de comprendre pourquoi dans les différents Etats il existe différentes formes d'oppression nationale ; pourquoi dans un Etat l'oppression nationale est plus pesante et plus brutale que dans un autre. Par exemple, en Angleterre et en Autriche-Hongrie, l'oppression nationale n'a jamais revêtu la forme de pogroms mais elle a existé sous l'aspect de restrictions des droits nationaux des peuples opprimés, tandis qu'en Russie elle prend souvent la forme de pogroms et de massacres. Dans certains Etats, par contre, il n'existe pas du tout de mesures particulières contre les minorités nationales. Par exemple, il n'y a pas d'oppression nationale en Suisse, où vivent librement Français, Italiens, Allemands.

Comment expliquer alors l'attitude différente observée à l'égard des nationalités dans les différents Etats ?

Par le degré différent de démocratisme de ces Etats. Quand, en Russie, à la tête du pouvoir d'Etat, se trouvait autrefois la vieille aristocratie terrienne, l'oppression nationale pouvait revê-

(1) P.O.S.D.R. : Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie.

tir et revêtait réellement les formes ignobles de massacres et de pogroms. En Angleterre, où le démocratisme et la liberté politique existent à un certain degré, l'oppression nationale a un caractère moins brutal. En ce qui concerne la Suisse, elle se rapproche de la société démocratique, et les petites nations y jouissent d'une liberté plus ou moins complète. En un mot, plus le pays est démocratique, plus faible est l'oppression nationale, et inversement. Et comme par démocratisation nous entendons la présence au pouvoir de classes déterminées, on peut, de ce point de vue, affirmer que plus la vieille aristocratie terrienne est proche du pouvoir — comme c'était le cas dans l'ancienne Russie tsariste — et plus est forte l'oppression et plus ignobles en sont les formes.

Toutefois, l'oppression nationale n'est pas soutenue seulement par l'aristocratie terrienne. A côté d'elle existe une autre force, ce sont les groupes impérialistes qui reportent à l'intérieur de leur pays les méthodes d'asservissement des peuples, acquises dans les colonies, devenant ainsi les alliés naturels de l'aristocratie terrienne. Viennent ensuite la petite bourgeoisie, une partie des intellectuels, une partie des couches supérieures de la classe ouvrière, qui, elles aussi, profitent des fruits du pillage. De cette façon, on a tout un chœur de forces sociales qui soutiennent l'oppression nationale, et à la tête desquelles se trouve l'aristocratie terrienne et financière. Pour créer un véritable ordre de choses démocratique, il importe avant tout de déblayer le terrain et d'écarter ce chœur de la scène politique.

L'orateur donne lecture du texte de la résolution.)

Première question : comment organiser la vie politique des nations opprimées ? A cette question, il convient de répondre que le droit doit être accordé aux peuples opprimés faisant partie de la Russie, de décider eux-mêmes la question de savoir s'ils veulent rester au sein de l'Etat russe ou s'en détacher pour former des Etats indépendants.

Nous sommes, à l'heure actuelle, en présence d'un conflit concret entre le peuple finlandais et le gouvernement provisoire. Les représentants du peuple finlandais, les représentants de la social-démocratie exigent du gouvernement provisoire la restitution au peuple des droits dont il jouissait avant l'annexion à la Russie. Le gouvernement provisoire s'y refuse, ne reconnaissant pas la souveraineté du peuple finlandais. De quel côté devons-nous nous ranger ? Evidemment, du côté du peuple finlandais, parce qu'il est inconcevable qu'on reconnaisse le maintien par la violence d'un peuple quelconque dans le cadre d'un seul Etat. En formulant le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous élevons de ce fait la lutte contre l'oppression nationale au niveau d'une lutte contre l'impérialisme, notre ennemi commun. Si nous ne faisons pas cela, nous pouvons nous trouver dans la situation de gens qui portent l'eau au moulin des impérialistes. Si nous, social-démocrates, refusions au peuple finlandais le droit d'exprimer sa volonté de se séparer et le droit de réaliser cette volonté, nous nous trouverions, de ce fait, dans la situation de continuateurs de la politique tsariste.

Il n'est pas permis de confondre la question du droit des

nations à la liberté de séparation avec le problème de la séparation **obligatoire** de la nation, à tel ou tel moment. Cette question, le Parti du prolétariat doit la résoudre dans chaque cas particulier, tout à fait à part, suivant la situation. Reconnaissant aux peuples opprimés le droit de séparation, le **droit** de décider de leur sort politique, nous ne résolvons pas, de ce fait, la question de savoir si telles nations **doivent**, à un moment donné, se séparer de l'Etat russe. Je puis reconnaître à la nation le droit de se séparer, mais cela ne veut pas encore dire que je l'ai obligée à le faire. Le peuple a le droit de se séparer, mais il peut aussi, suivant les conditions, ne pas faire usage de ce droit. Ainsi, de notre côté, nous restons libres de faire de l'agitation pour ou contre la séparation, suivant les intérêts du prolétariat, les intérêts de la révolution prolétarienne. Ainsi, le problème de la séparation doit être résolu dans chaque cas particulier, tout à fait à part, suivant la situation ; et voilà pourquoi, précisément, la question de la reconnaissance du droit à la séparation ne doit pas être confondue avec l'utilité de la séparation dans telles ou telles conditions. Pour ma part, je me prononcerais, par exemple, contre la séparation de la Transcaucasie, en tenant compte du développement commun à la Transcaucasie et à la Russie, de certaines conditions de la lutte du prolétariat, etc. Mais si les peuples de la Transcaucasie réclamaient néanmoins la séparation, ils se sépareraient certainement, sans rencontrer aucune opposition de notre part.

(L'orateur continue la lecture du texte de la résolution.)

Poursuivons. Comment agir envers les peuples qui voudront rester dans le cadre de l'Etat russe ? Si, parmi les peuples, il y a eu de la méfiance à l'égard de la Russie, elle était alimentée avant tout par la politique du tsarisme. Dès l'instant que le tsarisme a disparu, qu'a disparu sa politique d'oppression, la méfiance doit se relâcher, l'attraction doit s'accroître vers la Russie. Je pense qu'après le renversement du tsarisme, les neuf dixièmes des peuples ne voudront pas se séparer. Aussi, le Parti propose-t-il l'organisation d'autonomies régionales pour les régions qui ne voudraient pas se séparer et qui se distinguent par les particularités de leurs conditions de vie, de leur langue, comme par exemple la Transcaucasie, le Turkestan, l'Ukraine. Les frontières géographiques de telles régions autonomes seront déterminées par la population elle-même, conformément aux conditions économiques, aux conditions d'existence, etc.

A l'inverse de l'autonomie régionale, il existe un autre plan recommandé de très longue date par le Bund et tout d'abord par Springer et Bauer, qui formulent le principe de l'autonomie culturelle-nationale. J'estime que ce plan est inacceptable pour la social-démocratie. Dans le fond, il consiste en ceci : la Russie doit se transformer en union de nations, et les nations en unions d'individus groupés dans une société unique, quelle que soit la région de l'Etat où ils résident. Tous les Russes, tous les Arméniens, etc., s'organisent dans leurs unions nationales particulières, indépendamment du territoire, pour entrer ensuite dans l'union des nations de toute la Russie. Ce plan est incommode et irrationnel au plus haut degré. La vérité est que le développement du capitalisme a dispersé, arraché aux nations des grou-

pes entiers d'individus épars sur les divers points de la Russie. Etant donné la dispersion nationale due aux conditions économiques, grouper tels individus de nations données, c'est s'occuper d'organiser artificiellement la nation, de construire la nation. Or, s'occuper de rassembler artificiellement les individus en nations, c'est se placer au point de vue du nationalisme. Ce plan formulé par le Bund ne peut être approuvé par la social-démocratie. Il a été repoussé à la conférence de notre Parti en 1912 et, d'une façon générale, à l'exception du Bund, il ne jouit pas de la faveur des milieux social-démocrates. Ce plan s'appelle autrement autonomie culturelle, parce qu'il disjoint des questions multiples intéressant la nation, un groupe de problèmes purement culturels et les remet entre les mains des unions nationales. Le point de départ de cette disjonction, c'est la thèse que la culture unit les nations en un tout unique. On suppose qu'il existe au sein de la nation, d'une part, des intérêts scindant la nation, par exemple les intérêts économiques et, d'autre part, des intérêts qui la resserrent en un tout unique ; telle est précisément la question culturelle.

Enfin, reste la question des minorités nationales. Leurs droits doivent être protégés tout spécialement. Aussi, le Parti réclame-t-il l'égalité complète dans les questions scolaires, religieuses, etc., l'abolition de toutes restrictions pour les minorités nationales.

Le paragraphe 9 établit l'égalité des nations, les conditions nécessaires à sa réalisation ne peuvent survenir qu'avec la démocratisation complète de toute la société.

Nous devons encore résoudre la question de savoir comment organiser le prolétariat des diverses nations en un seul parti commun. Selon un plan, les ouvriers s'organisent par nationalités — autant de nations, autant de partis. Ce plan a été repoussé par la social-démocratie. La pratique a montré que l'organisation par nationalités du prolétariat d'un Etat donné, ne mène qu'à l'effondrement de l'idée de la solidarité de classe. Tous les prolétaires de toutes les nations composant l'Etat donné doivent être organisés en une seule collectivité prolétarienne indivisible.

Ainsi, notre point de vue sur la question nationale se résume dans les thèses suivantes.

— a) Reconnaissance pour les peuples du droit de séparation ;

— b) Pour les peuples qui restent dans le cadre d'un Etat donné : autonomie régionale ;

— c) Pour les minorités nationales : lois spéciales leur garantissant le libre développement ;

— d) Pour les prolétaires de toutes les nationalités d'un Etat donné : collectivité prolétarienne, une et indivisible, parti unique.

III. — LA QUESTION NATIONALE

(Extrait des conférences sur les « **Principes du Léninisme** » faites au début d'avril 1924 à l'Université Sverdlov à Moscou).

La nature incontestablement révolutionnaire de l'énorme majorité des mouvements nationaux est aussi relative et originale que l'est la nature réactionnaire éventuelle de certains autres mouvements nationaux. Dans les conditions de l'oppression impérialiste, le caractère révolutionnaire du mouvement national n'implique pas nécessairement l'existence d'éléments prolétariens dans le mouvement, l'existence d'un programme révolutionnaire ou républicain du mouvement, l'existence d'une base démocratique du mouvement. La lutte de l'émir afghan pour l'indépendance de l'Afghanistan est objectivement une lutte révolutionnaire, malgré le tour monarchiste des conceptions de l'émir et de ses partisans, car elle affaiblit, désagrège et sape l'impérialisme, cependant que la lutte des démocrates et des « socialistes » à tous crins, des « révolutionnaires » et des républicains, tels que, par exemple, Kerenski et Tseretelli, Renaudel et Scheidemann, Tchernov et Dan, Henderson et Clynes pendant la guerre impérialiste, était une lutte réactionnaire, car elle avait pour résultat le maquillage, la consolidation, la victoire de l'impérialisme. Pour les mêmes raisons, la lutte des commerçants et des intellectuels bourgeois égyptiens, pour l'indépendance de l'Egypte, est une lutte objectivement révolutionnaire, malgré l'origine et la condition bourgeoise des leaders du mouvement national égyptien, et bien qu'ils soient contre le socialisme ; cependant que la lutte du gouvernement ouvrier anglais pour le maintien de l'état de dépendance de l'Egypte est pour les mêmes raisons, une lutte réactionnaire, malgré l'origine prolétarienne et la condition prolétarienne des membres de ce gouvernement, et bien que ceux-ci soient « pour » le socialisme. Je ne parle même pas du mouvement national des autres pays coloniaux et dépendants plus vastes, comme l'Inde et la Chine, dont chaque pas fait dans la voie de leur libération, si même il déroge aux exigences de la démocratie formelle, n'en est pas moins un coup de marteau-pilon asséné à l'impérialisme, c'est-à-dire un pas incontestablement révolutionnaire.

Lénine a raison, lorsqu'il dit que le mouvement national des pays opprimés doit être apprécié, non du point de vue de la démocratie formelle, mais de celui de ses résultats effectifs dans la balance générale de la lutte contre l'impérialisme : c'est-à-dire « non isolément, mais à l'échelle mondiale ».

Le mouvement de libération des Peuples opprimés et la Révolution prolétarienne

Pour résoudre la question nationale, le léninisme part des thèses suivantes :

a) Le monde est divisé en deux camps : le camp d'une petite poignée de nations civilisées qui détiennent le capital financier et exploitent l'immense majorité de la population du globe, et le camp des peuples opprimés et exploités des colonies et des pays dépendants qui forment cette majorité ;

b) Les colonies et les pays dépendants, opprimés et exploités par le capital financier, forment une immense réserve et une source très importante de forces pour l'impérialisme ;

c) La lutte révolutionnaire menée par les peuples opprimés des pays coloniaux et dépendants contre l'impérialisme est le seul moyen pour eux de se libérer de l'oppression et de l'exploitation ;

d) Les pays coloniaux et dépendants les plus importants sont déjà entrés dans la voie du mouvement de libération nationale, qui doit infailliblement amener la crise du capitalisme mondial ;

e) Les intérêts du mouvement prolétarien dans les pays développés et du mouvement de libération nationale aux colonies, exigent l'union de ces deux aspects du mouvement révolutionnaire en un front commun contre l'ennemi commun, contre l'impérialisme ;

f) La victoire de la classe ouvrière dans les pays développés et la libération des peuples opprimés du joug de l'impérialisme sont impossibles sans la formation et la consolidation du front révolutionnaire commun ;

g) La formation d'un front révolutionnaire commun est impossible sans le soutien direct et résolu par le prolétariat des nations opprimantes, du mouvement de libération des peuples opprimés contre l'impérialisme « métropolitain », car « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre » (Marx) ;

h) Ce soutien consiste à revendiquer, à défendre, à appliquer le mot d'ordre du droit des nations à se séparer, à exister comme Etats indépendants ;

i) Sans l'application de ce mot d'ordre, il est impossible d'organiser l'union et la collaboration des nations dans une économie mondiale unique, base matérielle de la victoire du socialisme ;

j) Cette union ne peut être que librement consentie, fondée sur la confiance mutuelle et les rapports fraternels des peuples.

De là deux aspects, deux tendances dans la question nationale: la tendance à l'affranchissement politique des liens de l'impérialisme et à la constitution d'Etats nationaux indépendants, — tendance surgie sur la base de l'oppression impérialiste et de l'exploitation coloniale — et la tendance au rapprochement économique des nations, engendrée par la formation d'un marché mondial et d'une économie mondiale.

Le capitalisme, dans son développement — *dit Lénine* — révèle deux tendances historiques dans la question nationale.

La première, c'est l'éveil de la vie nationale et des mouvements nationaux, la lutte contre toute oppression nationale, la création d'Etats nationaux. La seconde, c'est le développement et la fréquence toujours accrue des relations de toute sorte entre les nations ; la démolition des cloisons nationales, la création de l'unité internationale du capital, de la vie économique en général, de la politique, de la science, etc. Les deux tendances sont une loi universelle du capitalisme. La première prévaut au début de son développement ; la seconde caractérise le capitalisme mûr, en marche vers sa transformation en société socialiste.

Pour l'impérialisme, ces deux tendances apparaissent comme des contradictions inconciliables, car l'impérialisme ne peut vivre sans exploiter les colonies et sans les maintenir par la force dans le cadre d'un « tout » ; car l'impérialisme ne peut rapprocher les nations que par la voie des annexions et des conquêtes coloniales, sans lesquelles on ne saurait, d'une façon générale, le concevoir.

Pour le communisme, au contraire, ces tendances ne sont que les deux aspects d'une seule œuvre d'émancipation des peuples opprimés du joug de l'impérialisme, car le communisme sait que l'union des peuples dans une économie mondiale unique n'est possible que sur les bases de la confiance mutuelle et d'un accord librement consenti ; que la voie de la formation d'une union librement consentie des peuples, passe par la séparation des colonies d'avec le « tout » impérialiste, passe par leur transformation en Etats indépendants.

De là la nécessité d'une lutte opiniâtre, incessante, résolue, contre le chauvinisme métropolitain des « socialistes » des nations dominantes (Angleterre, France, Amérique, Italie, Japon, etc.), qui ne veulent pas combattre leurs gouvernements impérialistes, qui ne veulent pas soutenir la lutte des peuples opprimés de « leurs » colonies pour s'affranchir du joug, pour se séparer et se constituer en Etats.

Sans une telle lutte on ne saurait concevoir l'éducation de la classe ouvrière des nations dominantes dans l'esprit du véritable internationalisme, dans l'esprit d'un rapprochement avec les masses travailleuses des pays dépendants et des colonies, dans l'esprit de la préparation véritable de la révolution prolétarienne. La révolution n'aurait pas vaincu en Russie, et Koltchak et Dénikine n'auraient pas été battus si le prolétariat russe n'avait eu pour soi la sympathie et l'appui des peuples opprimés de l'ancien Empire russe. Mais pour gagner la sympathie et l'appui de ces peuples, il lui avait fallu, avant tout, rompre les chaînes de l'impérialisme russe et libérer ces peuples de l'oppression nationale. Sans cela, il eût été impossible de consolider le pouvoir soviétique, d'implanter l'internationalisme véritable, et de créer cette remarquable organisation de la collaboration des peuples, qui s'appelle l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, et qui est la préfiguration vivante de l'union future des peuples groupés dans une économie mondiale unique.

De là la nécessité de combattre la tendance à se confiner dans le cadre strictement national, l'esprit d'étroitesse, le particularisme des socialistes des pays opprimés, qui ne veulent pas voir plus haut que leur clocher national, et ne comprennent pas le

lien qui rattache le mouvement de libération de leur pays au mouvement prolétarien des pays dominants.

Sans une telle lutte, on ne saurait défendre la politique indépendante du prolétariat des nations opprimées ni sa solidarité de classe avec le prolétariat des pays dominants dans la lutte pour le renversement de l'ennemi commun, dans la lutte pour le renversement de l'impérialisme ; sans une telle lutte, l'internationalisme serait impossible.

Telle est la voie à suivre pour éduquer les masses laborieuses des nations dominantes et des nations opprimées dans l'esprit de l'internationalisme révolutionnaire.

(*Pravda*, n° 107, 14 mai 1924.)

IV. — SUR LA QUESTION NATIONALE EN YOUGOSLAVIE

(Discours prononcé à la Commission yougoslave du Comité exécutif de l'Internationale Communiste, le 30 mars 1925).

On peut dire sans crainte d'exagérer que dans l'histoire du marxisme russe, la façon de poser la question nationale a traversé deux stades : le premier, celui d'avant Octobre, et le second, celui d'Octobre. Au premier stade, la question nationale était envisagée comme une partie de la question générale de la révolution démocratique bourgeoise, c'est-à-dire comme une partie de la question de la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Au second stade, lorsque la question nationale s'est élargie et transformée en question des colonies ; lorsque la question nationale, de question intérieure d'Etat, est devenue une question mondiale, la question nationale était envisagée déjà comme une partie de la question générale de la révolution prolétarienne, comme une partie de la question de la dictature du prolétariat. Ici et là, la façon d'envisager le problème était, comme vous voyez, strictement révolutionnaire.

Je pense que tout cela, le camarade Sémitch ne l'a pas encore entièrement compris. De là, ses tentatives de rabaisser la question nationale sur le terrain constitutionnel, c'est-à-dire de l'envisager comme une question de réforme.

De cette erreur en découle une autre, c'est qu'il ne veut pas envisager la question nationale comme une question paysanne quand au fond. Non, pas agraire, mais paysanne, car ce sont deux choses différentes. Il est parfaitement exact qu'on ne saurait identifier la question nationale avec la question paysanne, car, outre les questions paysannes, la question nationale comprend encore les questions de la culture nationale, de l'existence nationale en tant qu'Etat, etc. Mais il est également hors de doute que la question paysanne constitue néanmoins le fond de la question nationale, son essence intérieure. C'est ce qui explique précisément que la paysannerie représente l'armée fondamentale du mouvement national, que sans cette armée il ne peut pas y avoir de puissant mouvement national. C'est à quoi l'on pense justement lorsqu'on dit que la question nationale est,

quant au fond, une question paysanne. Je pense que dans le refus du camarade Sémitch d'accepter cette formule, il y a sous-estimation de la puissance intérieure du mouvement national et incompréhension du caractère profondément populaire, profondément révolutionnaire du mouvement national. Cette incompréhension et cette sous-estimation représentent un grand danger, car elles signifient pratiquement la sous-estimation de la force potentielle intérieure qui réside, par exemple, dans le mouvement des Croates pour la liberté nationale, sous-estimation grosse de sérieuses complications pour le Parti communiste yougoslave tout entier.

. *(Bolchévik,* n° 7, 15 avril 1925.)

V. — REPUBLIQUES SOVIETIQUES D'ORIENT ET PAYS D'ORIENT COLONIAUX

Les tâches politiques de l'Université des Peuples d'Orient
(Discours prononcé à la réunion des Etudiants de l'Université Communiste des Travailleurs de l'Orient (U.C.T.O.) le 18 mai 1925

REPUBLIQUES SOVIETIQUES D'ORIENT

Quelles sont les particularités caractéristiques de l'existence et du développement de ces pays, de ces Républiques, à la différence des pays coloniaux et dépendants ?

Premièrement, c'est que ces Républiques sont libres du joug impérialiste.

Deuxièmement, c'est qu'elles se développent et se consolident en tant que nations, non pas sous l'égide de l'ordre bourgeois, mais sous l'égide du pouvoir soviétique. C'est un fait sans exemple dans l'histoire, mais cependant un fait.

Troisièmement, c'est que, pour autant qu'elles sont peu développées sous le rapport industriel, elles peuvent s'appuyer dans leur développement, entièrement et sans réserve, sur le soutien du prolétariat industriel de l'Union Soviétique.

Quatrièmement, c'est que, libres du joug colonial, se trouvant sous la protection de la dictature du prolétariat et étant membres de l'Union Soviétique, ces Républiques peuvent et doivent s'associer à la construction socialiste de notre pays.

La tâche essentielle est de ménager aux ouvriers et aux paysans de ces Républiques la facilité de s'associer à la construction du socialisme dans notre pays, de créer et de développer, en tenant compte des conditions particulières d'existence de ces Républiques, les prémices susceptibles de pousser en avant et d'accélérer cette participation.

De là les tâches immédiates qui se posent aux militants actifs de l'Orient soviétique :

1° Créer des foyers industriels dans les Républiques soviétiques d'Orient, comme base de rassemblement des paysans autour de la classe ouvrière. Vous savez que cette œuvre est déjà commencée et qu'elle ira de l'avant à mesure que progressera

l'économie de l'Union Soviétique. L'existence, dans ces Républiques, de différentes sortes de matières premières, est la garantie que cette œuvre sera, avec le temps, menée jusqu'au bout

2° Relever l'agriculture et, avant tout, l'irrigation. Vous savez que cette œuvre a été poussée également en avant, du moins dans la Transcaucasie et au Turkestan.

3° Relever et pousser en avant la participation des grandes masses de paysans et d'artisans à la coopération, comme le moyen le plus sûr pour intégrer les Républiques Soviétiques d'Orient au système général d'édification de l'économie soviétique.

4° Rapprocher les Soviets des masses, les rendre nationaux par leur composition et implanter, de la sorte, l'étatisme national soviétique, proche et compréhensible aux masses travailleuses.

5° Développer la culture nationale, instituer un vaste réseau de cours et d'écoles, aussi bien d'instruction générale que d'enseignement professionnel et technique, dans la langue nationale, afin de préparer pour le Parti, pour les institutions d'Etat, pour les organisations économiques et syndicales, des cadres composés de gens du pays.

Accomplir ces tâches signifie justement faciliter l'œuvre de l'édification socialiste dans les Républiques Soviétiques d'Orient.

On parle de Républiques modèles de l'Orient soviétique. Or, qu'est-ce qu'une République modèle ? Une République modèle est celle qui s'acquitte de toutes ces tâches, avec honnêteté et conscience, créant ainsi, chez les ouvriers et les paysans des pays coloniaux et dépendants voisins, un élan vers le mouvement d'émancipation.

J'ai parlé plus haut du rapprochement des Soviets vers les masses travailleuses des nationalités — de la nécessité de rendre nationaux les Soviets. Mais qu'est-ce que cela signifie et comment la chose se présente-t-elle dans la pratique ? Je pense que l'on pourrait considérer comme un modèle de ce rapprochement vers les masses, la délimitation nationale récemment achevée au Turkestan. La presse bourgeoise voit dans cette délimitation une « ruse bolchévique ». Or, il est clair que ce qui est apparu ici, ce n'est pas une « ruse », mais l'aspiration la plus profonde des masses populaires du Turkménistan et de l'Ouzbékistan à avoir leurs propres organes du pouvoir, qui leur soient proches et compréhensibles. Avant la Révolution, ces deux pays étaient déchirés en morceaux, en divers khanats et Etats, offrant un champ propice aux machinations exploiteuses des « détenteurs du pouvoir ». Maintenant, le moment est venu où la possibilité est apparue de réunir à nouveau en Etats indépendants ces morceaux déchirés, afin de rapprocher et de souder les masses travailleuses de l'Ouzbékistan et du Turkménistan avec les organes du pouvoir. La délimitation du Tukestan est avant tout la réunion des parties déchirées de ces pays en Etats indépendants. Si ces Etats ont voulu, par la suite, entrer dans l'Union Soviétique en qualité de membres égaux, cela n'atteste qu'une chose, c'est que les bolchéviks ont trouvé la clé des aspirations les plus pro-

fondes des masses populaires de l'Orient, et que l'Union Soviétique est dans le monde la seule union librement consentie des masses travailleuses des diverses nationalités. Pour réunir à nouveau la Pologne, il a fallu à la bourgeoisie toute une série de guerres. Tandis que pour réunir à nouveau le Turkménistan, ainsi que l'Ouzbékistan, il n'a fallu aux communistes que quelques mois de propagande explicative.

Voilà comment il faut rapprocher les organismes du gouvernement, en l'occurence les Soviets, des grandes masses de travailleurs des diverses nationalités.

Voilà ce qui prouve que la politique nationale bolchévique est la seule politique juste.

J'ai parlé ensuite du relèvement de la culture nationale dans les Républiques soviétiques d'Orient. Mais qu'est-ce que la culture nationale ? Comment la concilier avec la culture prolétarienne ? Lénine n'a-t-il pas dit, déjà avant la guerre, qu'il y avait chez nous deux cultures : une culture bourgeoise et une culture socialiste : que le mot d'ordre de culture nationale est un mot d'ordre réactionnaire de la bourgeoisie, qui cherche à intoxiquer avec le poison du nationalisme la conscience des travailleurs ? Comment concilier l'édification de la culture nationale, le développement des écoles et des cours en langue nationale et la formation de cadres composées d'hommes du pays, avec l'édification du socialisme, avec l'édification de la culture prolétarienne ? N'y a-t-il pas là une contradiction insurmontable ? Evidemment non. Nous édifions une culture prolétarienne. Cela est parfaitement exact.

Mais il est également exact que la culture prolétarienne, socialiste par son contenu, emprunte diverses formes et use de différents moyens d'expression chez les divers peuples entraînés dans l'édification socialiste, selon la diversité de la langue, des conditions d'existence, etc. Prolétarienne par son contenu, nationale par sa forme, telle est la culture commune à toute l'humanité, vers laquelle marche le socialisme. La culture prolétarienne n'abolit pas la culture nationale ; elle lui donne un contenu. Et, inversement, la culture nationale n'abolit pas la culture prolétarienne ; elle lui donne une forme. Le mot d'ordre de culture nationale a été un mot d'ordre bourgeois, aussi longtemps que la bourgeoisie a été au pouvoir, et que la consolidation des nations s'est effectuée sous l'égide de l'ordre bourgeois. Le mot d'ordre de culture nationale est devenu un mot d'ordre prolétarien lorsque le prolétariat a accédé au pouvoir et que la consolidation des nations a commencé à s'effectuer sous l'égide du pouvoir soviétique. Quiconque n'a pas compris cette distinction de principe entre ces deux situations distinctes, ne comprendra jamais rien ni au léninisme, ni à l'essence de la question nationale du point de vue du léninisme.

PAYS D'ORIENT, COLONIAUX ET DEPENDANTS

Quelles sont les particularités, caractéristiques de l'existence et du développement de ces pays, à la différence des Républiques soviétiques d'Orient ?

Premièrement, ces pays vivent et se développent sous le joug de l'impérialisme.

Deuxièmement, la présence d'un double joug, du joug intérieur (de leur bourgeoisie) et du joug extérieur (de la bourgeoisie impérialiste étrangère) aggrave et approfondit la crise révolutionnaire dans ces pays.

Troisièmement, dans certains de ces pays, par exemple, dans l'Inde, le capitalisme grandit à un rythme accéléré, engendrant et cristallisant une classe plus ou moins nombreuse de prolétaires indigènes.

Quatrièmement, avec la croissance du mouvement révolutionnaire, la bourgeoisie nationale de ces pays se scinde en deux parties : une partie révolutionnaire (petite bourgeoisie) et une partie conciliatrice (grande bourgeoisie), dont la première continue la lutte révolutionnaire, tandis que la seconde fait bloc avec l'impérialisme.

Cinquièmement, à côté du bloc impérialiste, on voit se former dans ces pays un autre bloc, celui des ouvriers et de la petite bourgeoisie révolutionnaire, bloc anti-impérialiste, qui s'assigne pour but l'affranchissement total du joug de l'impérialisme.

Sixièmement, la question de l'hégémonie du prolétariat dans ces pays et de l'affranchissement des masses populaires de l'influence de la bourgeoisie nationale conciliatrice, revêt un caractère d'actualité toujours plus brûlant.

Septièmement, cette circonstance facilite considérablement l'alliance du mouvement de libération nationale de ces pays avec le mouvement prolétarien des pays avancés d'Occident.

Il en découle pour le moins trois conclusions :

1° Obtenir l'affranchissement des pays coloniaux et dépendants à l'égard de l'impérialisme est chose impossible sans une révolution victorieuse : on ne peut obtenir l'indépendance sans avoir rien fait pour cela.

2° Pousser en avant la révolution et conquérir l'indépendance totale des colonies et pays dépendants développés au point de vue capitaliste, est chose impossible sans l'isolement de la bourgeoisie nationale conciliatrice, sans l'affranchissement des masses révolutionnaires petites-bourgeoises de l'influence de cette bourgeoisie, sans la réalisation de l'hégémonie du prolétariat, sans l'organisation des éléments avancés de la classe ouvrière en un Parti communiste indépendant.

3° Remporter une victoire durable, dans les pays coloniaux et dépendants, est chose impossible sans une alliance réelle entre le mouvement de libération de ces pays et le mouvement prolétarien des pays avancés d'Occident.

La tâche fondamentale des communistes des pays coloniaux et dépendants consiste à s'inspirer de ces conclusions dans leur travail révolutionnaire.

Ceci posé, quelles sont les tâches immédiates du mouvement révolutionnaires des colonies et des pays dépendants ?

La particularité des colonies et pays dépendants, au moment

actuel, c'est qu'il n'existe plus dans la réalité un Orient colonial unique englobant tout. Autrefois, on représentait l'Orient colonial comme quelque chose constituant un tout uniforme. Maintenant, cette idée ne correspond plus à la réalité. Il existe maintenant au moins trois catégories de pays coloniaux et dépendants.

Premièrement, les pays dans le genre du **Maroc**, qui ne possèdent pas ou presque pas de prolétariat propre, et ne sont point du tout développés sous le rapport industriel.

Deuxièmement, les pays dans le genre de la **Chine et de l'Egypte**, peu développés sous le rapport industriel et possédant un prolétariat relativement peu nombreux.

Troisièmement, les pays dans le genre de **l'Inde**, plus ou moins développés au point de vue capitaliste et possédant un prolétariat national plus ou moins nombreux.

Il est clair qu'on ne saurait en aucune façon mettre tous ces pays sur le même plan.

Pour les pays comme le Maroc, où la bourgeoisie nationale n'a pas encore lieu de se scinder en partis révolutionnaire et conciliateur, la tâche des éléments communistes est de prendre toutes les mesures pour créer un front national unique contre l'impérialisme. Le groupement des éléments communistes en un parti unique ne peut s'effectuer dans ces pays qu'au cours de la lutte contre l'impérialisme, surtout après une guerre révolutionnaire victorieuse contre ce dernier.

Dans les pays comme l'Egypte ou la Chine, où la bourgeoisie nationale s'est déjà scindée en partis révolutionnaire et conciliateur, mais où la portion conciliatrice de la bourgeoisie ne peut encore se souder à l'impérialisme, les communistes ne peuvent déjà plus s'assigner le but de former un front national unique contre l'impérialisme. De la politique du front national unique, les communistes doivent passer, dans ces pays, à la politique du bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite bourgeoisie. Ce bloc peut revêtir, dans ces pays, la forme d'un parti unique, d'un parti ouvrier et paysan dans le genre du « Kuomintang » (1); mais à condition, cependant, que ce parti d'un genre spécial représente en fait le bloc de deux forces, du Parti communiste et du parti de la petite bourgeoisie révolutionnaire. Dénoncer le caractère hybride et l'esprit d'inconséquence de la bourgeoisie nationale, lutter résolument contre l'impérialisme, telles sont les tâches de ce bloc. Un tel parti à composition double est nécessaire et utile s'il ne tient pas le Parti communiste pieds et poings liés, s'il ne gêne pas la liberté du travail d'agitation et de propagande du Parti communiste, s'il n'empêche pas le ralliement des prolétaires autour du Parti communiste, s'il facilite l'œuvre de direction effective du mouvement révolutionnaire par le Parti communiste. Ce parti à composition double n'est pas nécessaire, il est inutile s'il ne répond pas à

(1) Pour plus de détails sur le Kuomintang, voir l'extrait publié ici (pages 28 à 31) tiré du discours de Staline à l'Assemblée plénière commune du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du 1er août 1927 : « A propos de la Chine ». (N.R.)

toutes ces conditions, car, dans ce cas, il ne peut conduire qu'à la dissolution des éléments communistes dans les rangs de la bourgeoisie, qu'à la perte par le Parti communiste de l'armée prolétarienne.

Il en va un peu autrement dans les pays comme l'Inde. Ce qu'il y a d'essentiel et de nouveau dans les conditions d'existence des colonies telles que l'Inde, c'est que non seulement la bourgeoisie nationale s'est scindée en partis révolutionnaire et conciliateur, mais avant tout que la portion conciliatrice de cette bourgeoisie a déjà réussi à s'entendre, quant au fond, avec l'impérialisme. Craignant la révolution plus que l'impérialisme, soucieuse des intérêts de son cofre-fort plus que des intérêts de sa propre patrie, cette portion de la bourgeoisie, la plus riche et la plus influente, se place des deux pieds dans le camp des ennemis jurés de la révolution, en faisant bloc avec l'impérialisme contre les ouvriers et les paysans de son propre pays. On ne saurait faire triompher la révolution sans avoir brisé ce bloc. Mais pour le briser, il faut concentrer le-feu contre la bourgeoisie nationale conciliatrice, en démasquant sa trahison, en affranchissant les masses travailleuses de son influence et en préparant systématiquement les conditions nécessaires pour réaliser l'hégémonie du prolétariat. Autrement dit, il s'agit, dans les colonies telles que l'Inde, de préparer le prolétariat au rôle de chef du mouvement de libération, en refoulant pas à pas de ce poste d'honneur, la bourgeoisie et ses porte-parole. Créer un bloc anti-impérialiste révolutionnaire et assurer, dans ce bloc, l'hégémonie au prolétariat, telle est la tâche. Ce bloc peut revêtir, mais il ne le doit pas toujours obligatoirement, la forme d'un parti unique ouvrier et paysan, lié formellement par une plate forme unique. L'indépendance du Parti communiste dans ces pays doit être le mot d'ordre fondamental des éléments avancés du communisme, car l'hégémonie du prolétariat ne peut être préparée et réalisée que par le Parti communiste. Mais le Parti communiste peut et doit ouvertement faire bloc avec l'aile révolutionnaire de la bourgeoisie pour, après avoir isolé la bourgeoisie nationale conciliatrice, entraîner derrière soi les masses innombrables de la petite bourgeoisie citadine et rurale, à la lutte contre l'impérialisme.

De là les tâches immédiates du mouvement révolutionnaire des colonies et pays dépendants, développés au point de vue capitaliste :

1° Gagner au communisme les meilleurs éléments de la classe ouvrière et créer des Partis communistes indépendants ;

2° Créer un bloc révolutionnaire national des ouvriers, des paysans et des intellectuels révolutionnaires contre le bloc de la bourgeoisie nationale conciliatrice et de l'impérialisme ;

3° Assurer au prolétariat l'hégémonie dans ce bloc ;

4° Lutter pour affranchir la petite bourgeoisie citadine et rurale de l'influence de la bourgeoisie nationale conciliatrice ;

5° Assurer l'alliance du mouvement de libération avec le mouvement prolétarien des pays avancés.

Tels sont les trois groupes de tâches immédiates qui se posent aux militants actifs des pays d'Orient, coloniaux et dépendants.

Ces tâches acquièrent un caractère particulièrement sérieux et particulièrement important, si on les envisage à la lumière de la situation internationale actuelle. La situation internationale, dans le moment présent, est caractérisée par la période d'accalmie temporaire intervenue dans le mouvement révolutionnaire. Mais qu'est-ce qu'une accalmie, que peut-elle signifier au moment actuel ? Elle ne peut signifier qu'un renforcement de la pression exercée sur les ouvriers de l'Occident, sur les colonies de l'Orient et, avant tout, sur l'Union soviétique, porte-drapeau du mouvement révolutionnaire de tous les pays. On ne peut guère douter que la préparation de cette pression sur l'Union soviétique n'ait déjà commencé dans les rangs des impérialistes. La campagne de calomnies déclenchée en liaison avec l'insurrection en Esthonie, la campagne d'excitation charlatanesque déclenchée contre l'Union soviétique en liaison avec l'explosion à Sofia, la campagne générale de la presse bourgeoise contre notre pays, tous ces faits constituent une étape de préparation à l'offensive. C'est la préparation d'artillerie de l'opinion publique, visant à habituer l'homme moyen aux attaques contre l'Union soviétique et à créer les prémisses morales d'une intervention militaire. Que résultera-t-il de cette campagne de mensonges et de calomnies ? Les impérialistes se risqueront-ils à entreprendre une sérieuse offensive ? C'est ce que nous verrons. Mais que ces attaques ne promettent rien de bon pour les colonies, il n'y a guère lieu d'en douter. C'est pourquoi la question de la préparation d'une contre-attaque des forces unies de la révolution pour parer au coup probable de la part de l'impérialisme, est une question du jour, qu'on ne saurait éluder.

Voilà pourquoi l'exécution stricte des tâches immédiates du mouvement révolutionnaire dans les colonies et les pays dépendants, acquiert au moment actuel une importance particulièrement grande.

Etant donné toutes ces circonstances, quelle est la mission de l'Université des peuples d'Orient à l'égard des pays coloniaux et dépendants ? Cette mission consiste à tenir compte de toutes les particularités du mouvement révolutionnaire de ces pays et à former des cadres, venus de ces pays, dans un sens qui garantisse l'exécution des tâches variées et immédiates, exposées plus haut.

L'Université des peuples d'Orient compte près de dix groupes différents d'étudiants, venus chez nous des pays coloniaux et dépendants. Tout le monde sait que ces camarades ont soif de lumière et de savoir. La tâche de l'Université des peuples d'Orient est d'en faire de véritables révolutionnaires, armés de la théorie du léninisme, pourvus de l'expérience pratique du léninisme et capables d'exécuter scrupuleusement et en toute conscience les tâches immédiates du mouvement de libération des colonies et pays dépendants.

Ce faisant, on ne doit pas perdre de vue qu'il existe deux déviations dans le travail pratique des militants actifs de l'Orient

colonial, déviations qu'il est nécessaire de combattre pour former des cadres véritablement révolutionnaires.

La première déviation consiste à sous-estimer les possibilités révolutionnaires du mouvement de libération, et à surestimer l'idée d'un front national unique, englobant tout dans les colonies et pays dépendants, indépendamment de l'état et du degré de développement de ces pays. C'est la déviation de droite, qui menace d'abaisser le mouvement révolutionnaire et de dissoudre les éléments communistes dans le chœur général des nationalistes bourgeois. La lutte résolue contre cette déviation est l'obligation directe de l'Université des peuples d'Orient.

La seconde déviation consiste à surestimer les possibilités révolutionnaires du mouvement de libération et à sous estimer l'alliance de la classe ouvrière avec la bourgeoisie révolutionnaire contre l'impérialisme. Il me semble que sont atteints de cette déviation les communistes de Java, qui ont récemment commis l'erreur de lancer le mot d'ordre du pouvoir soviétique pour leur pays. C'est une déviation de gauche, qui menace d'isoler des masses le Parti communiste et de le transformer en secte. La lutte résolue contre cette déviation est la condition indispensable à la formation de cadres réellement révolutionnaires pour les colonies et les pays dépendants d'Orient.

(Pravda, n° 115, 22 mai 1925.)

VI. — A PROPOS DE LA CHINE

(Extrait du discours prononcé à l'Assemblée plénière commune du Comité central et de la Commission centrale de contrôle à la séance du 1er août 1927: «La situation internationale et la défense de L'U.R.S.S. »).

Quel est le point de départ que prennent l'Internationale communiste et les Partis communistes en général, lorsqu'ils abordent les problèmes du mouvement révolutionnaire dans les pays coloniaux et dépendants ?

C'est la distinction stricte entre la révolution dans les pays impérialistes, dans les pays opprimant les autres peuples, et la révolution dans les pays coloniaux et dépendants, dans les pays subissant le joug impérialiste des autres Etats. La révolution dans les pays impérialistes, c'est une chose : là, la bourgeoisie opprime les autres peuples ; là, elle est contre-révolutionnaire à tous les stades de la révolution ; là, l'élément national, comme élément de lutte libératrice fait défaut. La révolution dans les pays coloniaux et dépendants, c'est différent : là, le joug de l'impérialisme des autres Etats est un des facteurs de la révolution ; là, ce joug ne peut manquer d'atteindre aussi la bourgeoisie nationale ; là, la bourgeoisie nationale, à un certain stade et pour un certain laps de temps, peut soutenir le mouvement révolutionnaire de son pays contre l'impérialisme ; là, l'élément national comme élément de lutte pour la libération, est un facteur de la révolution. Ne pas faire cette distinction, ne pas comprendre cette différence, identifier la révolution dans les pays impérialistes avec la révolution dans les pays coloniaux, c'est sortir de la voie du marxisme, de la voie du léninisme ; c'est s'engager dans la voie des partisans de la IIe Internationale.

Voici ce que Lénine disait à ce sujet dans son rapport sur la question nationale et coloniale, au IIe Congrès de l'Internationale communiste :

> Quelle est l'idée *la plus importante*, l'idée *fondamentale* de nos thèses ? La *distinction* entre les peuples *opprimés et oppresseurs*. Nous soulignons cette distinction, contrairement à ce que font la IIe Internationale et la démocratie bourgeoise (souligné par moi. - J. S.)

L'erreur fondamentale de l'opposition, c'est qu'elle ne comprend pas et ne reconnaît pas cette différence entre la révolution d'un type et la révolution de l'autre type.

semi-colonial, contraint de lutter contre le joug impérialiste des autres Etats.

L'erreur fondamentale de l'opposition, c'est qu'elle identifie la révolution de 1905, en Russie, pays impérialiste qui opprimait les autres peuples, avec la révolution en Chine, pays opprimé.

Chez nous en Russie, en 1905, la révolution marchait contre la bourgeoisie, contre la bourgeoisie libérale, bien que cette révolution fût démocratique bourgeoise. Pourquoi ? Parce que la bourgeoisie libérale d'un pays impérialiste ne peut pas ne pas être contre-révolutionnaire. C'est pour cette raison justement qu'il n'était pas et qu'il ne pouvait alors être question pour les bolchéviks, de blocs ou accords provisoires avec la bourgeoisie libérale. Partant de là, l'opposition prétend qu'on doit faire de même en Chine, à tous les stades du mouvement révolutionnaire, que les accords et blocs provisoires avec la bourgeoisie nationale ne sont jamais, quelles que soient les conditions, admissibles en Chine. Mais l'opposition oublie que seuls peuvent parler ainsi des gens qui ne comprennent pas et ne reconnaissent pas la différence entre la révolution dans les pays opprimés et la révolution dans les pays oppresseurs ; que seuls peuvent parler ainsi des gens qui brisent avec le léninisme et glissent vers les partisans de la II[e] Internationale.

Voici ce que dit Lénine à propos de l'admissibilité d'accords et blocs provisoires avec les mouvements libérateurs bourgeois dans les pays coloniaux :

> L'Internationale communiste doit marcher *en alliance provisoire* (souligné par moi. - J. S.) avec la démocratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés, mais ne pas fusionner avec elle et maintenir absolument l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire...
>
> En tant que communistes, nous ne devons soutenir et ne soutiendrons les mouvements *libérateurs bourgeois* (souligné par moi. - J.S.) des pays coloniaux, que dans les cas où ces mouvements sont réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne nous empêcheront pas d'éduquer et d'organiser dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les grandes masses d'exploités.

Comment a-t-il pu « arriver » que Lénine, qui lançait ses foudres contre les accords avec la bourgeoisie en Russie reconnaisse l'admissibilité de pareils accords et blocs en Chine ? Peut-être Lénine s'est-il trompé ? Peut-être s'est-il détourné de la tactique révolutionnaire vers la tactique opportuniste ? Evidemment non. Cela « est arrivé » parce que Lénine comprenait la différence entre la révolution dans un pays opprimé et la révolution dans un pays oppresseur. Cela « est arrivé » parce que Lénine comprenait qu'à un certain stade de son développement, la bourgeoisie nationale, dans les pays coloniaux, peut soutenir le mouvement révolutionnaire de son pays contre l'impérialisme du dehors. C'est ce que l'opposition ne veut pas comprendre ; mais elle ne veut pas le comprendre parce qu'elle brise avec la tactique révolutionnaire de Lénine, parce qu'elle brise avec la tactique révolutionnaire du léninisme.

Avez-vous remarqué comment les leaders de l'opposition dans leurs discours, ont soigneusement évité de parler de ces

indications de Lénine, par crainte d'y toucher, bien que dans son rapport le Camarade Boukharine leur ait posé de front la question de ces indications de Lénine ? Pourquoi donc évitent-ils ces indications tactiques, connues de tous, données par Lénine pour les pays coloniaux et dépendants ? Pourquoi craignent-ils ces indications ? Parce qu'ils craignent la vérité. Parce que les indications tactiques de Lénine renversent toute l'orientation idéologique et politique du trotskisme dans les problèmes de la révolution chinoise.

A propos des étapes de la révolution chinoise. L'opposition s'est embrouillée au point qu'elle nie maintenant l'existence d'étapes quelles qu'elles soient, dans le développement de la révolution chinoise. Mais peut-il y avoir des révolutions sans certaines étapes dans leur développement ? Notre révolution n'a-t-elle pas eu ses étapes de développement ? Prenez les thèses d'avril de Lénine, et vous verrez que Lénine reconnaissait deux étapes dans notre révolution : la première étape, la révolution démocratique bourgeoise avec le mouvement agraire comme axe principal ; la seconde étape, la révolution d'octobre avec la prise du pouvoir par le prolétariat comme axe principal. Quelles sont les étapes de la révolution chinoise ? A mon avis, elles doivent être au nombre de trois : première étape, la révolution du front national général unifié, la période de Canton, lorsque la révolution dirigeait ses coups principalement contre l'impérialisme étranger, et que la bourgeoisie nationale soutenait le mouvement révolutionnaire ; deuxième étape, la révolution démocratique bourgeoise, après l'apparition des armées nationales sur le fleuve Yang-Tsé, alors que la bourgeoisie nationale s'est retirée de la révolution et que le mouvement agraire s'est développé en une puissante révolution de dizaines de millions de paysans (actuellement la révolution chinoise en est à la deuxième étape de son développement) ; troisième étape, la révolution soviétique, qui n'a pas encore eu lieu, mais qui viendra. Quiconque n'a pas compris qu'il n'est point de révolution sans certaines étapes dans son développement, quiconque n'a pas compris que la révolution chinoise comporte trois étapes dans son développement, n'a rien compris ni au marxisme, ni à la question chinoise.

Quel est le trait caractéristique de la première étape de la révolution chinoise ?

Le trait caractéristique de la première étape de la révolution chinoise, c'est que celle-ci a été, en premier lieu, la révolution du front national général unifié, et que, en second lieu, elle a été dirigée principalement contre le joug impérialiste du dehors (grève de Hong-Kong, etc...). Canton était-il alors le centre, la place d'arme du mouvement révolutionnaire en Chine ? Oui, incontestablement. Il n'y a guère maintenant que des aveugles qui puissent le nier.

Est-il exact que la première étape de la révolution coloniale doit porter précisément ce caractère ? Je pense que c'est exact. Dans les « Thèses complémentaires » du IIe Congrès de l'Internationale communiste, traitant de la révolution en Chine et dans l'Inde, il est dit expressément que dans ces pays

« l'emprise étrangère freine constamment le développement

de la vie sociale », et que, « pour cette raison, *le premier pas* (souligné par moi. - J. S.) de la révolution dans les colonies doit être le renversement du capitalisme étranger ».

Le trait caractéristique de la révolution chinoise, c'est qu'elle a franchi ce « premier pas », la première étape de son développement, qu'elle a franchi la période de révolution du front national général unifié, et est entrée dans la deuxième étape de son développement, dans la période de la révolution agraire.

Le trait caractéristique, par exemple, de la révolution turque (des kémalistes), c'est, au contraire, qu'elle s'est enlisée au « premier pas », dans la première étape de son développement, à l'étape du mouvement libérateur bourgeois, sans même tenter de passer à la deuxième étape de son développement, à l'étape de la révolution agraire.

Que représentaient le Kuomintang et son gouvernement à la première étape de la révolution, dans la période cantonaise ? Ils représentaient alors le bloc des ouvriers, des paysans, des intellectuels bourgeois et de la bourgeoisie nationale. Canton était-il alors le centre du mouvement révolutionnaire, la place d'armes de la révolution ? La politique de soutien du Kuomintang cantonais, comme gouvernement de la lutte libératrice contre l'impérialisme, était-elle juste, alors ? Avions-nous raison de prêter une aide à Canton en Chine, et, disons, à Angora, en Turquie, lorsque Canton et Angora menaient la lutte contre l'impérialisme ? Oui, nous avions raison. Nous avions raison, et nous marchions alors sur les traces de Lénine, car la lutte de Canton et d'Angora éparpillait les forces de l'impérialisme, affaiblissait et découronnait l'impérialisme, facilitant ainsi le développement du foyer de la révolution mondiale, le développement de l'U.R.S.S.. Est-il exact que les leaders actuels de l'opposition étaient alors avec nous pour soutenir et Canton et Angora et leur prêter une certaine aide ? Oui, cela est exact. Il fera beau voir quelqu'un le mettre en doute.

Mais comment comprendre le front unique avec la bourgeoisie nationale à la première étape de la révolution coloniale ? Est-ce à dire que les communistes ne doivent pas intensifier la lutte des ouvriers et des paysans contre les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie nationale ? que le prolétariat doive sacrifier, fût-ce à un degré minime, fût-ce une minute, son indépendance ? Non. Le front unique ne peut avoir une signification révolutionnaire qu'au cas et à la condition de ne pas empêcher le Parti communiste de mener son action politique et d'organisation en toute indépendance, d'organiser le prolétariat en une force politique indépendante, de dresser la paysannerie contre les grands propriétaires fonciers, d'organiser ouvertement la révolution des ouvriers et des paysans et de préparer ainsi les conditions de l'hégémonie du prolétariat.

(Recueil : « DE L'OPOSITION ».
Editions d'Etat. Moscou 1928.)

Alger - Août 1946.

TABLE DES MATIERES

I. — La nation .....

II. — Le droit des nations à la liberté de séparation et l'obligation de la séparation .....

III. — La question nationale .....

IV. — Sur la question nationale en Yougoslavie .....

V. — Républiques soviétiques d'Orient et Pays d'Orient coloniaux .....

VI. — A propos de la Chine .....

Editions « LIBERTÉ »

MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE :

Karl Marx et **Friedrich Engels** ..... **25 fr.**

LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME :

V. I. Lénine ..... **15 fr.**

LES PRINCIPES DU LENINISME :

J. Staline ..... **15 fr.**

POUR UNE FORMATION BOLCHEVIK :

J. Staline ..... **8 fr.**

L'HOMME, LE CAPITAL LE PLUS PRECIEUX :

J. Staline ..... **4 fr.**

UNE POLITIQUE DE GRANDEUR FRANÇAISE :

Maurice Thorez ..... **120 fr.**

LE MARXISME-LENINISME :

Etienne Fajon ..... **5 fr.**

LA CHUTE DE PARIS :

Ilya Erhenbourg (les 2 tomes)..... **100 fr.**

PRIX : **8 frs**

ANC. IMP. V. HEINTZ - ALGER